

Contribution du **Mouvement Démocrate** au Grand Débat National



agoradem.fr

*partageons
échangeons
construisons*

**MOUVEMENT
DÉMOCRATE**



« Le nouveau contrat pour la France a besoin à la fois d'une inspiration nouvelle ou réaffirmée, et d'une reconstruction de la gouvernance en direction d'une société de confiance. Nous sommes un grand peuple politique, qui a profondément besoin d'être réuni autour d'un projet, d'une vision de l'avenir, avec des choix concrets, mais aussi une part d'idéal national. »

François Bayrou

CONTRIBUTEURS

agoradem.fr



+ 2 500

contributions



+ 1 500

commentaires



libre et
ouvert à tous



+ 800
contributeurs

Groupe Mouvement Démocrate et apparentés à l'Assemblée nationale

Contribution des députés du Groupe MoDem et apparentés à l'Assemblée nationale sur quatre thématiques :

- Démocratie et Citoyenneté
- Organisation de l'État
- Fiscalité
- Vie quotidienne des Français



MOUVEMENT
DEMOCRATE

SOMMAIRE

EUROPE



DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ



TRANSITION ÉCOLOGIQUE



FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES



ÉTAT ET SERVICES PUBLICS



SOCIÉTÉ ET SOLIDARITÉS





EUROPE

« Envisager les migrations selon une approche pragmatique et globale, incluant la coopération avec les pays d'origine, l'harmonisation du droit d'asile, la reconnaissance des conditions d'accueil, et l'aide au développement »

DIAGNOSTIC

Les Français sont attachés à l'Europe. Le sentiment d'appartenance à l'Union européenne s'est renforcé depuis le Brexit. La vision d'une Europe de la paix est bien enracinée.

« Si l'Union européenne est encore imparfaite, il faut rappeler les raisons de sa création, ce qu'elle a apporté en terme de paix sur un continent coutumier des guerres il y a encore quelque décennies. »

Anonyme, 10 février 2019

En revanche, la montée des populismes, y compris en France, traduit une désaffection profonde, voire une défiance vis-à-vis de l'Europe et des institutions politiques qui la font vivre. Les taux d'abstention constatés lors des scrutins européens sont le symptôme de cette prise de distance. Celle-ci s'explique par le manque de lisibilité de la représentation politique européenne. Les mécanismes de décision et les compétences de l'Union européenne sont complexes et mal connus des citoyens.

« Si l'abstention est si élevée, c'est sans doute que les attributions des députés au Parlement européen, ainsi que celles des organes de l'Union dans son ensemble, sont méconnues. »

Hélène Quintin, 15 février 2019

L'intégration européenne est souvent perçue comme une déperdition de souveraineté. Comme si l'Union européenne n'était pas le cadre adéquat pour défendre les citoyens et répondre aux grands défis de l'époque : mondialisation, révolution technologique, transition énergétique.

« Pour que ces pays soient unis, il faut que les sociétés de ces pays soient elles aussi unies, donc il faut prendre en compte les aspirations, les exigences et les attentes y compris de ceux qui n'ont pas souvent voix au chapitre. »

François Bayrou, 11 décembre 2018

La légitimité de l'Union européenne est, elle aussi, en question. Les citoyens ont le sentiment que les décisions sont prises de manière distante, opaque et technocratique.

« L'Europe doit être forte et unie. Elle ne peut rester affaire d'experts. Sa force, elle ne peut la tirer que des peuples. »

Marielle de Sarnez, 19 décembre 2018

PROPOSITIONS

- **Adopter une Constitution européenne**, qui garantit le respect des droits de l'Homme et les libertés fondamentales en Europe
- **Créer des recettes communes (GAFAM, taxe carbone, taxe sur les transactions financières)** pour financer les transitions sociale, économique, environnementale et numérique

« La transition écologique est l'affaire de tous, elle doit être menée au niveau européen dans un grand projet. »


Simon O., 23 février 2019

- **Mettre en application le « socle social » au sein de l'Union européenne**, avec notamment un salaire minimum adapté à chaque pays
- **Relancer la zone euro**, grâce à une initiative concertée, des ressources propres d'investissement, et une redéfinition du mandat de la Banque Centrale Européenne

« Faire de l'euro un élément de la souveraineté de l'UE. »

Alan Traonienn, 3 février 2019

- **Démocratiser la négociation des accords commerciaux** et en faire les leviers de la transition écologique
- **Réformer la PAC** et la mettre au service des objectifs économiques et environnementaux
- **Doter l'Union européenne d'une politique étrangère et de défense commune**, orientée vers la résolution des conflits
- **Renforcer l'échange d'informations et la coopération dans la lutte contre la cybercriminalité**, dans le combat contre le terrorisme en s'appuyant sur Europol
- **Envisager les migrations selon une approche pragmatique et globale**, incluant la coopération avec les pays d'origine, l'harmonisation du droit d'asile, la reconnaissance des conditions d'accueil, et l'aide au développement
- **Encourager l'engagement citoyen** et offrir une meilleure mobilité aux jeunes en Europe
- **Élire un Président de l'Union européenne au suffrage universel**, qui renforcera l'incarnation politique de l'Europe



DÉMOCRATIE et CITOYENNETÉ

*« Introduire une dose
significative de
proportionnelle pour que les
assemblées soient plus
représentatives de toutes les
sensibilités »*

DIAGNOSTIC

Au fil des années, la confiance dans nos institutions et dans les hommes qui les incarnent s'est considérablement effritée. En témoignent l'abstention qui progresse scrutin après scrutin dans toutes les élections, les interrogations nombreuses sur le rôle des assemblées parlementaires, ou encore l'impression très souvent exprimée à l'occasion du Grand Débat national qu'un fossé se creuse entre le peuple et ses représentants, à l'exception peut-être des élus locaux.

« Le sentiment de défiance à l'égard des élus est important. Les élus locaux échappent, en partie, à ce sentiment, car ils sont plus proches des gens et de leur quotidien. »

Catherine Morell Sampol, 24 février 2019

Cette défiance trouve ses origines dans la perception d'une classe politique arc-boutée sur des privilèges indus. Les Français aspirent à une vie politique moralisée. Si certaines avancées ont été inscrites dans les lois « Confiance » portées par François Bayrou, le sentiment d'un déficit d'exemplarité persiste.

« On aimerait que nos élus aient un comportement digne : étude sérieuse des dossiers, l'Assemblée nationale n'est pas un théâtre, le respect y est indispensable, l'opposition systématique est déplorable, de même que la politique politicienne. »

Joseph Duboeuf, 2 mars 2019

Les Français ne se désintéressent pas pour autant de la politique, bien au contraire. La forte participation au Grand Débat national a révélé un désir puissant de participation citoyenne à la délibération et à la décision à tous les niveaux de la vie publique.

« Des réformes de fond, indispensables (...) ne pourront se réaliser qu'à travers l'adoption d'institutions plus participatives et démocratiques. »

YB, 23 février 2019

PROPOSITIONS

- **Renforcer la démocratie participative et délibérative** en instaurant de nouvelles formes d'expression citoyenne, à l'instar du Grand Débat national
- **Introduire une dose significative de proportionnelle** pour que les assemblées soient plus représentatives de toutes les sensibilités

« Il faut introduire une dose de proportionnelle pour favoriser la représentation des partis mais pas trop de façon à ce qu'une majorité se dégage. »

Joseph Duboeuf, 2 mars 2019

- **Limiter le cumul des mandats dans le temps** et créer un statut de l'élu qui facilite l'accès de chacun aux responsabilités
- **Réduire le nombre de parlementaires**, en garantissant une représentation de tous les territoires
- **Renforcer le Parlement en lui donnant la maîtrise de son programme de travail**, et en élargissant ses pouvoirs de contrôle de l'exécutif et d'évaluation des politiques publiques
- **Reconnaître le vote blanc**, à toutes les élections, comme suffrage exprimé, et ouvrir une réflexion sur le vote obligatoire

« Devant le peu de participations de ces dernières années, rendre le vote obligatoire c'est sensibiliser de nouveau les citoyens à l'action de voter. »

Simon O., 23 février 2019

- **Assouplir le référendum d'initiative partagé (RIP)**, qui nécessite aujourd'hui l'accord de 185 parlementaires et la signature de 4,5 millions de citoyens

« Le sentiment de ne pas être entendu vient de ce que les pouvoirs administratifs et les corps intermédiaires donnent l'impression de gouverner sans se soucier des destinataires des décisions. Ils pensent, peut-être honnêtement, que leurs choix sont les bons. »

Xavier Philippe, 17 février 2019

- **Créer une banque de la démocratie**, établissement public permettant de s'affranchir du financement de la vie politique par des banques privées



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*« Sensibiliser les citoyens,
dès le plus jeune âge, à
l'urgence écologique, grâce
à un enseignement sur les
enjeux du climat et de la
biodiversité »*

DIAGNOSTIC

Nous devons faire évoluer nos modes de production et de consommation pour réduire notre impact sur la planète et répondre à deux défis majeurs : la diminution alarmante de la biodiversité et le changement climatique de plus en plus rapide. L'urgence est là, nous devons réussir la transition vers un modèle soutenable.

Les événements récents en France, comme les inondations meurtrières dans l'Aude ou encore l'ouragan à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, ont mis en évidence l'impréparation de nos territoires, urbains et ruraux, et l'inadaptation de nos politiques publiques aux enjeux de la transition écologique.

« Il faut une mobilisation générale, à tous les niveaux : État, collectivités locales, entreprises, particuliers. On a tous une responsabilité pour faire que les choses changent. »

Yann Werhling, 10 janvier 2019

Les politiques européennes menées depuis de nombreuses années figurent parmi les plus ambitieuses du monde, au premier plan desquelles les objectifs 3x20 dans le domaine du climat ou les directives Habitat et Oiseaux pour la protection de la biodiversité. Alors que les Etats-Unis se sont détournés de ces enjeux, et notamment de l'accord de Paris, la France et l'Europe doivent reprendre l'initiative.

Les Français sont conscients des enjeux du réchauffement climatique. La mobilisation récente des lycéens et étudiants illustre la prise de conscience des jeunes générations. Mais l'inégalité écologique va souvent de pair avec les inégalités sociales. La transition vers une société décarbonnée et moins prédatrice de la nature ne peut donc se faire qu'en améliorant le quotidien des Français dans toutes les dimensions de leur vie quotidienne : alimentation, mobilité, et logement. La transition écologique ne peut être un remède à l'inégalité sociale que si elle est appréhendée à travers le prisme de la solidarité, et en tenant compte des spécificités de chaque territoire.

« Il a y deux écueils à éviter pour entraîner l'adhésion collective à la transition écologique : le sentiment d'impuissance et l'idée que l'injustice est une fatalité. Il faut une vision commune et de l'engagement dans une démarche d'ampleur nationale. »

Jean-Pierre Brunet, 03 février 2019

La transition vers une économie verte et la nouvelle révolution industrielle qui l'accompagne peuvent être créatrices de millions d'emplois en France et en Europe. La poursuite des objectifs du Plan Climat et du Plan Diversité, avec l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et des objectifs d'Aïchi, en sont les piliers.

PROPOSITIONS

- **Diviser par quatre les émissions carbone**s à l'horizon 2050
- **Moduler la taxe carbone en fonction du prix des énergies fossiles** et mettre fin aux exonérations dont bénéficient certains secteurs comme le transport aérien et maritime
- **Adapter la transition écologique à la réalité des territoires**. Les objectifs de mobilités propres, de réduction d'émissions ou d'économie circulaire doivent être plus élevés dans les villes et moins élevés dans les campagnes
- **Réduire l'usage des produits phytosanitaires**, en accompagnant agriculteurs et paysans, et en faisant la promotion de l'agriculture raisonnée

« Lutter contre l'utilisation des produits phytosanitaires et soutenir les avancées dans la direction d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement : il en va de l'exploitation du territoire français sur tous les plans, démographique, économique, touristique et humanitaire. »

Jean-Michel Martin, 3 février 2019

- **Promouvoir les sources d'énergies renouvelables**, notamment les énergies éoliennes marines et le gaz renouvelable issu de l'économie circulaire, ainsi que l'hydrogène et le bioéthanol
- **Sensibiliser les citoyens, dès le plus jeune âge, à l'urgence écologique**, grâce à un enseignement sur les enjeux du climat et de la biodiversité. Insérer dans les programmes scolaires l'apprentissage de la lecture d'une étiquette alimentaire
- **Encourager et développer l'économie circulaire** : recyclage, ré-usage, écoconception, obsolescence programmée, économie de la fonctionnalité
- **Refuser l'accès au marché français des produits qui ne sont pas soumis aux mêmes normes**, ou qui intègrent des intrants qui ne les respectent pas
- **Lutter pour la préservation de la biodiversité** : statut des océans, accélération des actions contre la pollution plastique maritime, préservation des littoraux, programmes de végétalisation des zones urbaines, qualité de l'air, appui à la politique de lutte contre la déforestation



FISCALITÉ et DÉPENSES PUBLIQUES

« Engager une réforme en profondeur de la fiscalité des personnes, par le déplafonnement du quotient familial pour soutenir toutes les familles, ainsi que la fusion de la CSG et de l'IR et l'évolution de leur barème, pour plus de lisibilité, de progressivité et d'efficacité »

DIAGNOSTIC

La dépense publique en France s'élève aujourd'hui à 57% du Produit Intérieur Brut et couvre de nombreux services publics et prestations sociales : santé, éducation, justice, sécurité, ainsi que retraites, assurance maladie, aides au logement ou allocations familiales. Pourtant, plus que jamais, les Français ont le sentiment que la qualité des services publics se détériore et que le modèle français de protection sociale est menacé. Ils souhaitent que l'argent public soit utilisé à bon escient, que les dépenses publiques soient guidées par le souci de l'efficacité.

« Je suis convaincu que l'argent des citoyens doit être en totale transparence avec les citoyens. »

Anonyme, 12 mars 2019

Contrepartie inévitable du niveau élevé de dépenses, le niveau des prélèvements obligatoires est plus élevé en France qu'ailleurs. La pression fiscale, ressentie vivement par les ménages et les entreprises, n'est ni comprise ni acceptée. De plus en plus de Français se sentent submergés d'impôts et de taxes, dont ils ne perçoivent plus clairement la finalité.

« Il faut absolument que nous ayons un impôt progressif transparent et efficace. »

Jacques Robert, 10 février 2019

Au manque de transparence s'ajoute le déficit de justice qui compromet le consentement à l'impôt.

« Avant tout, les efforts demandés seront acceptés s'ils sont justes »

Agnès Jauneau, 07 février 2019

Le sentiment d'injustice trouve ses racines dans de multiples imperfections de notre système fiscal. Certains grands groupes jouent de la concurrence entre Etats et s'exonèrent ainsi de leur responsabilité fiscale. La baisse des plafonds du quotient familial, qui provient d'une confusion entre politique sociale et politique familiale, a pesé largement sur les classes moyennes. Les bases de la fiscalité locale sont injustes et inefficaces, et ne participent pas à la résorption des fractures territoriales.

PROPOSITIONS

- **Engager une réforme en profondeur de la fiscalité des personnes**, par le déplafonnement du quotient familial pour soutenir toutes les familles, ainsi que la fusion de la CSG et de l'IR et l'évolution de leur barème, pour plus de lisibilité, de progressivité et d'efficacité

« Pour une fiscalité plus juste et plus claire, il faut envisager une fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu, avec un barème plus progressif pour que cela soit équilibré et efficace. »

Damien Verbiguie, 14 mars 2019

- **Supprimer la taxe d'habitation** et lui substituer un impôt local assis sur des bases saines
- **Réformer l'imposition du foncier**, dans l'objectif de faire baisser le coût de la construction et le prix du logement
- **Réformer l'impôt sur la fortune** pour n'en exclure que l'investissement au capital des entreprises

« En matière d'ISF, il est urgent de distinguer les investissements productifs, construisant des emplois dans le pays, des investissements destinés à une rentabilité financière sans rapport avec l'intérêt des autres citoyens ou du pays. »

Anne Keller, 10 mars 2019

- **Harmoniser les allocations sociales**, pour inciter à la reprise d'activité et assurer que tous les ménages qui y ont droit les perçoivent effectivement
- **Instaurer un impôt minimum sur les bénéfices des sociétés**, afin de lutter contre l'optimisation fiscale internationale et d'assurer l'équité des petites et grandes entreprises devant l'impôt

« L'Europe doit être une solution à la fiscalité et aux dépenses publiques. Il faut inciter les membres de l'Union européenne à une harmonisation fiscale : TVA, taxation sur les GAFAM, impôt sur les sociétés, chasse aux paradis fiscaux »

Serge Lacot, 04 février 2019

- **Informé chaque année tous les Français du coût réel de leur accès aux services publics et au système de santé**, et de leur contribution à la solidarité nationale sous la forme d'une simulation personnalisée



ÉTAT et SERVICES PUBLICS

*« Accélérer la création des
« Maisons de service au
public », afin de lutter contre
l'exclusion numérique et de
rapprocher les services
publics de tous les citoyens »*

DIAGNOSTIC

Les citoyens ont l'impression d'un fossé grandissant entre les décisions prises au sommet et leurs besoins quotidiens.

« Le sentiment de ne pas être entendu vient de ce que les pouvoirs administratifs et les corps intermédiaires donnent l'impression de gouverner sans se soucier des destinataires des décisions »

Philippe X., 17 février 2019

Héritage d'une tradition jacobine, la culture centralisée, technicienne et gestionnaire de l'État est jugée responsable d'une fracture grandissante entre les territoires dotés en services ou en emplois, et les autres. Déserts médicaux, suppression des petites lignes ferroviaires et des guichets, fermeture des bureaux de poste, suppression de classes... les Français déplorent la dégradation des services de proximité. Le développement du numérique semble également fragiliser et priver une partie des citoyens de l'accès aux services publics.

« Problème : dans de nombreuses communes et départements, la désertification médicale devient insupportable. Pourtant, ce phénomène n'est pas dû à un manque de médecins, mais à leur mauvaise répartition sur le territoire. »

JN Talabardon, 19 février 2019

L'organisation territoriale est, elle aussi, vivement critiquée. D'une part, du fait de l'empilement de niveaux de décisions sans réelle clarification des compétences de chacun. D'autre part, du fait des évolutions récentes introduites par les lois NOTRe et MAPTAM, qui éloignent les citoyens de la prise de décision et ne correspondent pas aux spécificités territoriales.

« Le regroupement des Régions n'a pas été bien réfléchi. Il faudrait revenir à des régions de taille humaine et non pas être obligé de faire parfois plus de 4h à 5h de route pour traverser une région dont l'identité du Nord au Sud n'a plus de sens. »

Anonyme, 13 février 2019

PROPOSITIONS

- **Poursuivre et achever la décentralisation**, en supprimant le doublons administratifs et l'imbrication des compétences entre les différents niveaux de collectivités territoriales

« Il y a une grande question : est-ce qu'on a donné toute la confiance nécessaire, tout le crédit nécessaire à la société, aux collectivités locales, aux entreprises, à tous ceux qui ont choisi d'innover, de faire différemment, ou bien est-ce qu'on les a bloqués, beaucoup, depuis des années et des années avec les méthodes qui sont celles de l'État français ? »

François Bayrou, 11 décembre 2018

- **Engager la réforme de l'État**, pour réduire les coûts de fonctionnement de l'administration et assurer l'efficacité de la dépense publique

« C'est une réelle action sur l'efficacité de la dépense publique qu'il faut mener. Le parlement pourrait être au cœur de ce travail, grâce à des moyens qu'aujourd'hui il n'a pas. »

Jean-Jacques, 22 mars 2019

- **Accélérer la création de « Maisons de service au public »**, afin de lutter contre l'exclusion numérique et de rapprocher les services publics de tous les citoyens

« Les MSAP sont une réponse à la question du maintien des services publics dans nos territoires ruraux ou isolés. Elles offrent un accompagnement de qualité à la population en adaptant les services de proximité à la diversité de nos territoires »

Jacqueline Gourault, 21 janvier 2019

- **Acter le principe de différenciation territoriale** en permettant aux territoires de s'organiser en fonction de leurs besoins et de leurs spécificités

« Quelles missions veut-on confier à chaque échelon ? Nous devons porter le principe de différenciation territoriale, qui fait écho à l'identité de chaque territoire. Il faut donner du sens à nos décisions pour nos citoyens, en les appuyant sur de vrais projets et non sur l'idéologie de la rationalité. »

Marc Fesneau, 1er mars 2019

« Il y a un vrai sujet, notamment pour les collectivités territoriales qui désirent s'impliquer dans un Plan climat-air-énergie territorial ambitieux. »

Anonyme, 3 mars 2019

- **Remettre l'usager au cœur des politiques publiques** en ouvrant un espace numérique d'expression et d'évaluation des services publics de proximité



SOCIÉTÉ et SOLIDARITÉS

*« Encourager le lancement
de plans anti-solitude au
niveau local, pour lutter
contre l'isolement et retisser
le lien social »*

DIAGNOSTIC

Le mouvement des « Gilets Jaunes » a été l'occasion pour des milliers de Français de renouer des liens de fraternité autour des ronds-points.

« Les ronds-points sont devenus les lieux de rassemblement des « Gilets Jaunes » non seulement pour exprimer leurs revendications, mais aussi pour y retrouver un esprit de convivialité et de chaleur humaine. »

Ingrid Leddet, 11 février 2019

Problème fondamental de notre époque, la solitude, l'isolement et le manque de reconnaissance sont à l'origine du mouvement qui a traversé le pays.

« La solitude n'épargne personne, elle est le mal de notre temps. Or, nous sommes des êtres de partage et si nous n'échangeons plus, nous tombons dans la détresse. »

François Bayrou, 25 septembre 2018

Notre société, devenue trop individualiste, ne donne pas leur place aux personnes les plus fragiles en raison de leur âge, de leur handicap, ou des difficultés de la vie.

« Je voudrais une réelle politique sur l'emploi des personnes reconnues travailleurs handicapés, une réelle obligation d'embauche dans le privé comme dans le public. »

Dany Bellay, 02 février 2019

La cellule familiale est aujourd'hui fragilisée, son fractionnement est souvent associé à une perte de revenu et à un déclin social. L'école ne parvient plus à offrir à chaque enfant les mêmes chances de réussite.

« Si l'on veut que nos concitoyens fassent des choix lucides et responsables, critiques mais pas démagogiques, les questions à propos de l'école et plus particulièrement de l'éducation citoyenne et civique, de l'accès à ce que l'on pourrait appeler la culture générale me semble essentiel. »

Gérard Bert, 02 février 2019

Cœur vibrant de la société, les associations font vivre les territoires et tissent le lien social grâce à l'engagement de millions de bénévoles, mais souffrent du manque de moyens et de reconnaissance.

« Au-delà de la lutte contre les injustices, de la défense de la liberté, du soutien aux plus démunis et de l'intérêt supérieur de la Patrie, il est nécessaire de recréer du lien et de rendre le sourire à des Français moroses. »

Anonyme, 06 février 2019

PROPOSITIONS

- **Encourager le lancement de plans anti-solitudes au niveau local**, pour lutter contre l'isolement et retisser le lien social
- **Rendre les allocations sociales incitatives au regroupement** et à la vie en commun

« Le projet social n'est pas seulement un projet d'allocations, c'est un projet de solidarité et d'émancipation. Dans une politique sociale qui ne serait fondée que sur l'idée ou le principe des allocations, il y a quelque chose que l'on n'aperçoit pas, c'est qu'il arrive assez souvent que les allocations, elles aussi, soient une dépendance, surtout quand rien n'est fait pour lutter contre cela. »

François Bayrou, 17 décembre 2017

- **Engager la réforme générale des retraites**, en indexant les petites retraites sur la croissance ou l'inflation, en garantissant qu'elles ne soient pas inférieures au minimum vieillesse, et en ouvrant le chantier du grand-âge et de la dépendance
- **Créer un dossier unique pour les personnes en situation de handicap**
- **Faire de l'école le fondement d'une société de confiance**, par la promotion de l'effort, du respect et du sens collectif

« La France n'a pas réformé son système de sélection. Aucun élève aujourd'hui ne peut se prévaloir des mêmes chances dans toutes les écoles. Il faudrait que l'école soit bienveillante avec nos enfants et qu'elle encourage l'entraide, l'acceptation de tous et l'épanouissement de chacun. »

Joël Paris, 03 février 2019

- **Promouvoir l'ouverture vers la culture**, en allongeant ponctuellement la durée d'ouverture des bibliothèques et médiathèques
- **Réformer le financement du monde associatif** et créer un statut du bénévole associatif
- **Soutenir le développement du Service National Universel**

« Faisons confiance en la jeunesse et investissons en elle, parce qu'elle est la plus grande richesse d'une nation. »

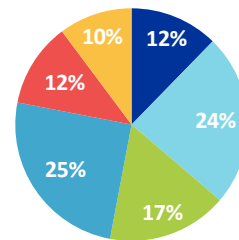
Geneviève Darrieussecq, 4 mars 2019

PARTICIPATION

agoradem.fr

+ 2 500 Contributions
+ 1 500 Commentaires
+ 800 Participants

Répartition des Contributions



EUROPE

300 Contributions
180 Commentaires

Thèmes les plus débattus

- Asile et immigration
- Institutions
- Harmonisation fiscale

DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

600 Contributions
340 Commentaires

Thèmes les plus débattus

- Confiance dans les institutions
- Vote obligatoire
- Démocratie participative

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

430 Contributions
250 Commentaires

Thèmes les plus débattus

- Protéger l'environnement
- Réchauffement climatique
- Financer la transition

FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

630 Contributions
350 Commentaires

Thèmes les plus débattus

- Fiscalité plus juste
- Dépense publiques
- Fiscalité plus efficace

ÉTAT ET SERVICES PUBLICS

300 Contributions
160 Commentaires

Thèmes les plus débattus

- Organisation administrative
- Accès aux services publics
- Décentralisation

SOCIÉTÉ ET SOLIDARITÉS

250 Contributions
150 Commentaires

Thèmes les plus débattus

- Éducation
- Handicap
- Laïcité

MOUVEMENT DEMOCRATE



mouvementdemocrate.fr



actualites.mouvementdemocrate.fr



[@MoDem](https://twitter.com/MoDem)



[/mouvementdemocrate](https://www.facebook.com/mouvementdemocrate)



[@mouvementdemocrate](https://www.instagram.com/mouvementdemocrate)